

**Côte d'Ivoire  
Palestine  
Falloujah...**

**Arrêtons le  
massacre!**



# **Retrait des troupes d'occupation!**

**Élections aux États-Unis p.4**

**Dossier racisme et néo-colonialisme p.6-7**

**Education p.8**

**Guerre d'Algérie p.10**

# Londres : capitale anti impérialiste



de tous ces débats font du FSE un cadre de construction de l'affrontement global contre la logique du capitalisme. C'est cette perspective qui est posée à chacun des participants au FSE. C'est aussi ce qui ressortait de la manifestation qui a rassemblé plus de 80000 personnes dans les rues de Londres.

Le Forum Social Européen de Londres s'est tenu du 14 au 17 octobre. Depuis plusieurs années, les Forums Sociaux que ce soit en Europe, en Inde, en Afrique, aux États Unis, en Amérique Latine n'ont cessé de s'étendre et de se renforcer. Ces gigantesques rassemblements de plusieurs dizaines de milliers de personnes ne sont pas seulement des lieux de débats et d'échange entre tous ceux qui cherchent une alternative aux injustices que génère la mondialisation capitaliste. De même le FSE de Londres n'a pas été seulement un lieu de coordination des résistances contre les politiques libérales et impérialistes. Les échanges et les discussions sur de multiples sujets (depuis évidemment la lutte contre les occupations coloniales en Irak et en Palestine, en passant par la lutte contre les privatisations, les conséquences sur l'environnement du capitalisme...) concentrée sur trois jours ont transformé l'immense « Alexandra Palace » en une gigantesque fourmilère des contestataires de toute la planète. La somme

suprême - des filles voilées qui veulent changer le monde!

Le FSE possédait évidemment ses propres limites: absence d'AG des femmes, processus d'adoption de l'appel des mouvements sociaux (dont nous publions des extraits), qui se décide essentiellement entre les grandes organisations... Tout cela doit se travailler. Mais le FSE marque évidemment un pas en avant. Le fait qu'il intègre pleinement la question de la lutte contre l'occupation coloniale de l'Irak et affirme la légitimité de la résistance du peuple irakien rattrape un décalage qui aurait été fatal au mouvement contre la mondialisation



capitaliste. Dénoncer la marchandisation du monde, de la culture, de l'éducation sans dénoncer les politiques impérialistes des grandes puissances, que subit la majorité de l'humanité auraient entraînées un recul et un repli sur soi du mouvement né à Seattle. Le FSE de Londres permet au contraire de donner un nouveau souffle au mouvement



contre la mondialisation.

### Combattre l'Europe capitaliste

Les perspectives à donner aux luttes contre les politiques libérales des gouvernements reste une question ouverte. Elle a été largement débattue à ce FSE, mais tout le monde reste sur sa faim sur cette question. Alors que les gouvernements européens ont connu une série de contestations massives, que ce soit en Italie, en France, en Autriche et encore maintenant en Allemagne (avec la grève à Opel, la lutte des chômeurs...), il est évident que la perspective d'une journée d'action en mars 2005 semble insuffisante, même si cela constitue toujours un point d'appui. Cependant cette situation s'explique aussi par le fait que les directions des grandes organisations syndicales n'ont jamais poussé aux développements de grèves générales dures. Il n'y a évidemment aucune chance qu'elles le fassent alors à l'échelle européenne. Cela se construira « par en bas », par le développement

de coordinations entre les mouvements de masses réels, les luttes des chômeurs, les luttes contre les licenciements... Lancer une campagne massive et internationale contre le Non à la Constitution européenne aurait été un encouragement et un point d'appui pour toutes les luttes isolées et pour tous les secteurs de la populations qui se confrontent aux conséquences du développement de l'Europe capitaliste.

Les Forums Sociaux Européens ne sont pas en train de mourir, bien au contraire. Ils continueront à se développer car plus que jamais la nécessité d'une coordination internationale des résistances reste posée. Le prochain, à Athènes, aura lieu en 2006. Il se prépare dès maintenant en donnant aujourd'hui un élan nouveau à toutes les luttes contre la mondialisation capitaliste.

**François**, [Saint-Denis]



# Sommaire

#### Monde

- 4 Élections aux États-Unis
- 5 Afghanistan
- Irak
- Lettre de Falloujah
- Côte d'Ivoire

#### Dossier « racisme et idéologie néocoloniale »

- 6-7 Le racisme républicain
- Le rapport Ruffin
- L'islamophobie
- Unissons-nous contre le racisme!

#### Éducation

- 8 Rapport Thélot
- Combattre la réforme LMD
- Gratuité de l'enseignement?

#### Hegaxone

- 9 Service minimum
- Interdiction des licenciements
- Existrans
- Exclusions dans les lycées

#### Histoire

- 10 La Guerre d'Algérie

#### Kultur

- 11 La Rumeur
- Mur

# Appel de l'assemblée des mouvements sociaux du FSE

*(...) Nous venons de toutes les régions d'Europe pour nous rencontrer à Londres lors de ce 3ème Forum européen.*

*Nous sommes divers et pluriels, ce dont nous avons fait une force.*

*La guerre représente aujourd'hui le visage le plus dur et le plus sombre du libéralisme. La guerre et l'occupation de l'Irak, l'occupation de la Palestine, les massacres en Tchétchénie et les guerres cachées du continent africain ruinent l'avenir de l'humanité. La guerre en Irak a été justifiée par des mensonges. Aujourd'hui l'Irak est humilié et détruit. Les Irakiens sont prisonniers de la guerre et de la terreur. (...)*

*Nous sommes contre le racisme et l'Europe forteresse, pour les droits des migrants et des demandeurs d'asile, pour la liberté de circulation, pour la citoyenneté de résidence et la fermeture des centres de rétention. Nous sommes contre l'expulsion des immigrés. Nous proposons une journée d'action le 2 avril 2005 contre le racisme, pour la liberté de circulation, pour le droit d'installation comme une alternative à une Europe fondée sur l'exclusion et l'exploitation.*

*Au moment où le traité constitutionnel européen entre dans la phase de ratification, nous tenons à affirmer qu'une consultation directe des peuples de l'Europe est nécessaire. Ce projet ne répond pas à nos aspirations. Ce traité constitutionnel consacre le retrait des troupes de l'Irak, et pour la restitution immédiate de la souveraineté au peuple irakien. Nous soutenons le droit du peuple irakien à résister à l'occupation.*

*Nous soutenons les mouvements israéliens et palestiniens qui se battent pour une paix juste et durable. (...) Nous demandons la fin de l'occupation israélienne et la destruction du mur de l'apartheid.*

*Nous demandons des sanctions économiques et politiques contre le gouvernement israéliéen tant que celui-ci continuera de violer le droit international et les droits du peuple palestinien. (...)*

*En février 2005, nous nous joindrons aux actions et manifestations contre le sommet de l'OTAN à Nice. Face à la volonté des grandes puissances de continuer à diriger le monde pour y développer le modèle néolibéral, nous nous engageons à nous mobiliser massivement à l'occasion de la tenue du G8 en Écosse en juillet 2005.*

*Nous luttons pour une autre Europe qui rejette le sexisme et les violences faites aux femmes et reconnaît le droit à l'avortement.*

**Londres, octobre 2004**

# édito

La plus grande préoccupation de la Bourse de Wall Street, la première place financière au monde, pour les élections américaines ne concernait pas tant le nom du vainqueur. Le souci des capitalistes est avant tout... qu'il y ait un vainqueur!!! Et rapidement si possible. Une période d'incertitude pendant plusieurs semaines quant au résultat de l'élection américaine aurait provoqué une crise politique profonde et une chute importante des cours de la bourse. La précipitation de Kerry à reconnaître l'élection de Bush témoigne de cette volonté d'éviter tout flottement. Cela exprime surtout la crainte des classes dominantes américaines face au développement des contestations, que ce soit pour le retrait des troupes d'Irak, pour les droits des femmes pour l'avortement, ou celles des salariés pour ne pas subir la super-exploitation que les capitalistes américains leur imposent.

Les capitalistes, obsédés par l'accumulation de nouveaux profits et les gouvernements qui les servent se préparent à de nouvelles explosions sociales de plus en plus violentes. Ils savent que le capitalisme génère sans cesse plus de misère, de chômage, de violences et qu'il leur est indispensable de mener une véritable « guerre préventive » pour désarmer et écraser les résistances qui se développent. En Europe, nous avons de nombreux exemples de ces explosions sociales. En Espagne, les salariés des chantiers navals ont mené un conflit très dur en affrontant la police envoyée par le gouvernement « de gauche » Zapatero. De véritables batailles de rues ont opposé les salariés et les forces de l'ordre. En Allemagne, les salariés de l'usine Opel menacés de perdre leur emploi ont lancé une grève sauvage très dure qui a échappé au contrôle des directions syndicales qui veulent à tout prix empêcher le développement de luttes trop radicales. Ces luttes ne sont pas des « spécificités locales », elles témoignent des possibilités et de l'urgence de construire une riposte face aux politiques libérales que les gouvernements appliquent à l'échelle européenne.

En France, l'accord que le gouvernement Raffarin a signé avec la direction de la CGT prépare l'imposition d'un « service minimum » en cas de conflit témoigne de cette crainte de prochaines explosions sociales. La première conséquence de cette situation, c'est que nous devons tirer la même conclusion que les salariés d'Opel en Allemagne : nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les directions syndicales qui veulent avant tout se comporter comme « des interlocuteurs responsables » avec le gouvernement et le patronat sont déterminés à empêcher le développement de luttes massives et déterminées qui sont pourtant indispensables pour ne pas subir cette politique de régression sociale. Pour cela, la première étape est de ne pas rester isolé, de s'organiser partout où nous sommes, et de se réapproprier les organisations syndicales pour en faire des outils de combat contre le MEDEF et Raffarin.

Ensuite, il est indispensable de renforcer tous les combats politiques qui nous permettent d'affaiblir le projet des gouvernements. Le référendum sur la Constitution européenne est une occasion pour refuser massivement l'Europe capitaliste et impérialiste qu'ils veulent construire. Cette Europe du capital est avant tout un cadre pour les patrons européens pour faire face à la concurrence américaine, chinoise ou japonaise... Elle entraînera avant tout un renforcement de la concurrence entre les salariés et une exploitation de plus en plus violente. Ils veulent se prévaloir d'un vote « démocratique » par ce référendum pour donner une légitimité populaire à cette régression sociale. Il est indispensable de retourner contre les gouvernements cette situation et de populariser la nécessité d'un « non des peuples d'Europe contre la constitution européenne »

Au-delà de cette occasion qu'il faut saisir, nous devons, dans toutes les facs, les quartiers, les entreprises et sur les lycées, nous aussi nous préparer aux prochaines explosions sociales, des prochains Mai 1968 comme on dit parfois, c'est-à-dire à de véritables révolutions. Sans perspective politique, sans objectifs concrets, la colère qui s'accumule parmi des millions d'hommes et de femmes peut très vite se perdre. Si elle gagne en conscience et en force, si cette confiance se développe et entraîne la majorité de la population, elle peut tout changer.

# G. Galloway, membre de la coalition RESPECT



sang vu depuis la seconde guerre mondiale.

Les résistants de Falloudja ont demandé aux femmes et enfants de quitter la ville mais beaucoup ont refusé, préférant rester avec les hommes. Les adolescents ont également préféré rester sur Falloudja plutôt que d'accompagner les femmes et les enfants. D'ores et déjà il y a des bombardements aériens 24 heures sur 24 qui visent à affaiblir la résistance.

tance.

### Quelle devrait être notre position par rapport à la résistance irakienne ?

En septembre 2004, la résistance irakienne a mené 2700 attaques contre les occupants dans tout le pays. Parmi elles seulement 6 étaient revendiquées par El-Zarkaoui.

En octobre les forces américaines ont subi en moyenne 87 attaques par jour. Plus de 99 % des attaques sont menées par la résistance nationale (uniquement) irakienne. Il y a bien entendu plusieurs courants au sein de ce mouvement de résistance, notamment les sunnites et les chiïtes, des groupes à tendance nationaliste, des groupes à tendance religieuse. Cependant, ce que cette guerre aura entraîné, contre toute attente c'est d'une part pousser la tendance religieuse à traiter la question de l'occupation dans un contexte plus national et d'autre part la tendance nationaliste à tenir compte des enjeux religieux.

Selon Blair, l'Irak d'aujourd'hui est comparable à un creuset où l'alchimie est explosive

et demande donc à être contrecarrée par l'offensive militaire US. Mais d'après moi la vraie fusion qui est en train de se faire dans ce creuset c'est celle qui amène les différents courants à constituer une résistance nationale contre l'occupation.

### Que penses-tu des attentats suicides ?

La gauche a besoin de prendre une décision idéologique de principe: la nécessité pour tout révolutionnaire de rester côte à



côte en solidarité d'un peuple opprimé résistant à l'occupant.

Maintenant je vais vous répondre à la question des attentats suicides.

Si l'occupation est brutale la résistance le sera aussi.

En France vous avez déjà eu le problème lors de la révolution algérienne. Beaucoup de citoyens français ont été choqués par les morts horribles de policiers, fonctionnaires et « pieds-noirs » [Galloway utilise le terme français ] mais pour toute personne sincèrement de gauche, il n'y avait pas l'ombre d'un doute quant à la nécessité d'être solidaire avec la résistance algérienne du FLN.

Quand on a demandé à Ahmed Ben Bella comment il justifiait les bombes dans les poussettes devant les cafés plein de monde à Alger il a répondu: « si les Français nous donnent leurs tanks et hélicoptères on vous

qui ne possède que des armes à feu et, de temps en temps, des bombes humaines.

Pour quelq'un du Royaume Uni, un pays dont le gouvernement mène cette guerre contre les Irakiens, se plaindre des tactiques de la résistance irakienne est grotesque. En tout cas, moi, je ne le ferais pas !

### Quelles sont les tâches immédiates du mouvement antiguerre ?

Nous devons empêcher le déploiement de troupes britanniques supplémentaires. Pour nous c'est une bataille majeure car si Blair réussit à redéployer les troupes alors le mouvement antiguerre n'aura rien atteint comme objectif, n'aura rien obtenu ! C'est pourquoi j'ai proposé le slogan suivant: « Pas un soldat britannique de plus, pas une parcelle de plus de territoire occupé, en Irak »

Nous avons besoin de faire du mouvement antiguerre la meilleure enclume possible contre laquelle la résistance irakienne peut briser l'occupation anglo-américaine.

Falloudja, unie, ne sera jamais vaincue.

**Propos recueillis par Nick Barrett**, [LCR Orsay]

donnera nos poussettes ».

Il est vital de comprendre que nous sommes témoins d'une lutte dissymétrique entre, d'une part une superpuissance avec ses armes de destruction de masse et autres technologies et de l'autre un peuple occupé

# Bush repart en guerre… Pas question de se rendre !

Aux États-Unis, Bush vient d'être réélu. Ces dernières semaines on nous disait partout que « le monde retenait son souffle ». Mais les peuples d'Irak croyaient-ils vraiment à la possibilité de changements réels suite à ces élections? Ce qui est sûr c'est que ce scrutin aura fait couler de l'encre et aura animé les discussions.

**Au pays de la démocratie…**

Les politiciens républicains et démocrates n'aimeraient pas qu'un autre pays organise un scrutin aussi important de cette façon. La classe dirigeante le qualifierait de République bananière dans des discours racistes, peut-être que ça pourrait faire une bonne occasion de préparer une bonne guerre. Toutes les occasions sont bonnes pour faire grimper les profits de ses entreprises. Cette élection n'est qu'une caricature de démocratie. Le nom-



## La stratégie de l'impérialisme US

Au tournant des années quatre-vingt, un événement historique majeur s'est produit: l'écroulement de l'URSS. La fin de cette superpuissance a signifié un bouleversement historique majeur puisqu'il a annoncé la fin de la guerre froide et de la rivalité entre l'URSS et les États-Unis. Les États-Unis se sont retrouvés comme la seule superpuissance au monde et c'est dans ce cadre que Georges Bush (le père de l'actuel président des États-Unis) a annoncé la mise en place d'un « *nouvel ordre mondial* » dont le premier acte a été la première guerre du Golfe. Bush déclarait alors « [que] *Les États-Unis sont appelés à conduire le monde hors des ténébres et du chaos de la dictature vers la promesse de jours meilleurs* ». Rien que ça!

10 ans plus tard, c'est Bush fils qui arrive au pouvoir aux États-Unis. Entre-temps Bill Clinton a gouverné le pays, avec une politique étrangère dans la continuité de celle de Bush père: faire comprendre aux anciens alliés dans la lutte contre l'URSS que les nouveaux marchés ouverts par l'écroulement du bloc soviétique seront conquis sous la direction des États-Unis. Ainsi la guerre au Kosovo en 1999, où les États-Unis prennent la tête d'une coalition pour intervenir en plein cœur de l'Europe. Mais cette stratégie se heurte à la réalité: des concurrents économiques émergent, dans l'ancien bloc sous direction états-unienne (Japon, Allemagne) mais aussi à l'extérieur de ce bloc, notamment la Chine et la Russie. Et si les États-Unis connais-

bre d'inscrits sur les listes électorales a augmenté ainsi que la participation (entre 6 et 10% de plus) mais cela n'empêche pas que Bush soit élu avec les voix de moins de 30 % des États-uniens. Sans oublier que le système électoral permet les fraudes et transforme ce qui devrait être un rendez-vous politique en rendez-vous juridique.

**Kerry, l'autre candidat de la guerre**

Il n'y a rien de très étonnant dans la victoire de Bush ou plutôt dans la défaite de Kerry. C'est vrai que nous aurions tous aimé voir s'afficher sur nos écrans de télé et dans nos journaux le visage défait du busher de Bagdad et de Fallouja, mais une victoire de Kerry n'aurait franchement rien changé ni à la situation de la population États-unienne, ni à celle de la population irakienne. Kerry, ne représentait en rien une alternative. Comment peut-on un jour défendre l'unité nationale « contre le terrorisme », voter les crédits de guerre et la restriction des droits démocratiques et s'opposer le lendemain aux conséquences de cette politique. C'est parce que le Parti Démocrate à conscience de tout ça qu'il a multiplié les obstacles à la candidature de Ralph Nader. Il a réussi à imposé à une partie significative de celles et ceux qui voulait clairement rejeter la politique impérialiste le fameux « tout, sauf Bush ». Le piège s'est refermé. C'est autour du mot d'ordre « tout, sauf la poursuite de l'occupation en Irak et des attaques antiso-ciales » qu'il fallait mener se rassembler.

sent une prospérité économique pendant les années quatre-vingt-dix, il n'en est plus de même au tournant du siècle, notamment avec l'écroulement de l'économie des « nouvelles technologies ».

**Bush fils au pouvoir**

Le Financial Times écrit en mars 2001, deux mois après l'investiture de Bush fils, que « *le gouvernement sera le plus à droite depuis la seconde guerre mondiale* ». En effet lorsque l'on observe la composition de l'équipe Bush, on constate qu'il y a eu un changement par rapport au gouvernement de son père: Dick Cheney (Vice-Président), Donald Rumsfeld (Secrétaire à la Défense) et Paul Wolfowitz (adjoint de Rumsfeld) étaient présents dans l'équipe de Bush père mais leurs orientations étaient souvent minoritaires. Ainsi, en 1992, Wolfowitz remit un document à Bush, qui expliquait: « *Notre premier objectif doit être d'empêcher la ré-émergence d'un quelconque nouveau rival… Notre stratégie doit être recentrée pour prévenir l'émergence d'un quelconque concurrent potentiel* ». Ce document fut rejeté par Bush.

C'est cette équipe qui devient majoritaire avec l'arrivée de Bush fils au pouvoir. Leur stratégie est simple, on la trouve résumée dans un document intitulé National Security Project: « *Les États-Unis possèdent aujourd'hui une force et une influence sans précédent. Nos forces sont telles que nous pouvons dissuader un quelconque adversaire de rêver de dépasser, ou même d'égaler, la puissance des États-Unis* ». En d'autres termes, il s'agit face à l'émergence de la Chine,

**La force du mouvement anti-guerre**

Ces élections étaient dominées par le contexte international. C'est-à-dire la politique de « guerre sans limite » menée par les États-Unis avec la volonté de dominer l'ensemble du globe. C'est précisément sur ce thème qu'il n'y a pas l'ombre d'une feuille de papier à cigarette entre la position du Parti Démocrate et du Parti Républicain. Chacun voulant « pacifier l'Irak ». Le troisième personnage de ces élections c'est bel et bien le mouvement anti-guerre. La résistance de la population irakienne contre les troupes d'occupations, les mobilisations aux États-Unis notamment autour des familles de soldats comme celle qui se déroulent dans le monde entier ont placé cette question au centre du débat. Cela est bien loin d'être suffisant pour arrêter l'offensive de la classe possédante mais c'est déjà un élément positif.

**Contre les Bush et les Chirac: il faut se battre pour gagner !**

La seule chance, le seul avenir pour la jeunesse et les travailleurs par-delà les frontières est dans la lutte déterminée contre



la guerre et les occupations barbares. À l'heure où Bush envoie ses soldats massacrer Fallouja, la mobilisation doit se poursuivre et s'amplifier. Dans chaque pays pour dénoncer la politique de l'administration américaine en disant clairement que nous ne pouvons pas faire confiance à l'Union Européenne, aux Chirac et autres Schroder qui ne font que défendre les intérêts propres des bourgeoisies d'Europe. Notre combat de solidarité avec les peuples d'Irak doit se lier à un combat contre notre propre gouvernement qui soutient l'occupation de l'Irak et participe à d'autres occupations comme en Haïti ou en Côte d'Ivoire. Il ne faut pas se décourager, il est temps de lutter !

**Gaël**, [Metz]

## en bref

### 100000 morts en Irak

Selon le rapport de surveillance de Lancet, le plus prestigieux magazine médical britannique: « *Plus de 100000 Irakiens sont morts parce que des troupes Britanniques et Américaines ont envahi leur pays. La majorité sont des civils. La majorité sont des femmes et des enfants. Beaucoup sont des morts violentes, la vaste majorité sont des victimes des bombardements* »

#### Témoignage

Le docteur Hussein, consultant médical à Bagdad pour le Lancet ajoute: « *Les Irakiens vivent dans un climat de peur permanente. Les forces d'occupation sont excitées de la gâchette, ils sont tendus et effrayés. Selon mes contacts, en tant que médecin, le chiffre réel est même plutôt autour de 200 000. Les services de base sont défectueux et insuffisants et l'eau que l'on boit est en dehors des normes de potabilité.* »

pétrole) est réel, mais au second plan.

**L'Irak: le maillon faible**

L'Irak est un objectif d'une autre nature, et on sait maintenant que dès l'investiture de Bush la conquête de ce pays était évoquée. Elle a deux objectifs principaux: renverser Saddam Hussein et prendre le contrôle des richesses du pays. Renverser Saddam Hussein comme une première étape dans leur objectif d'installer dans la région exclusivement des régimes alliés aux USA. Prendre le contrôle du pétrole pour leur propre consommation mais aussi pour rendre dépendant leurs concurrents, en premier lieu l'Europe. L'invasion de l'Irak est tout sauf une lubie de Georges Bush. Elle est une nécessité politique et économique dans la stratégie actuelle des États-Unis.

«**Guerre sans limite**»
Cette stratégie a un nom: la « guerre sans limite ». Elle a pour caractéristique principale de mettre au cœur de la lutte entre les grandes puissances le volet militaire, domaine dans lequel les États-Unis sont de loin en avance puisqu'ils dépendent à eux seuls plus que tous leurs alliés réunis. Les États-Unis font comprendre à leurs alliés qu'avec ou sans eux, ils mèneront à terme la conquête capitaliste de la planète entière. C Rice, Conseillère à la Sécurité de Bush, déclare alors: « *Notre administration va agir en raison des intérêts nationaux, et non des intérêts d'une quelconque communauté internationale* ». L'objectif des États-Unis est de redessiner la carte du monde, notamment la zone clé, en terme de ressources énergétiques, qu'est le Moyen-Orient. Le « Projet Grand Moyen-Orient », élaboré par l'administration Bush, est l'expression de cet objectif.

Et il passe par une étape centrale: la conquête de l'Irak. Car la guerre en Afghanistan ne peut être comprise que comme une guerre à visée essentiellement politique: faire comprendre qu'on n'attaque pas impunément les États-Unis et s'installer dans une zone proche de la Chine, de l'Inde et de la Russie. Le volet économique (conquête du

**Amélie**, [Tolbiac]

## Pour le droit des peuples d'Irak à l'autodétermination !

Un an et demi après le début de l'occupation de l'Irak, une évidence s'impose désormais aux yeux de tous. L'ensemble du peuple irakien résiste désormais de manière active et déterminé face à l'occupant anglo-américain.

**Soulèvement**

Cette colère qui ne cesse de grandir dans la population, prend des formes très différentes. Ces sont à la fois des guérillas armées, des grèves, des manifestations de masses ou des simples refus de délivrer des renseignements aux GI's. Mais cette résistance ne saurait se résumer aux seules prises d'otages, pourtant relayés massivement par les médias et dirigeants occidentaux. Elle est assez large politiquement et comporte certes, des courants religieux, mais cet élément ne doit un aucun cas servir de

prétexte à un refus d'admettre la légitimité du peuple irakien pour décider lui seul de ses intérêts.

C'est comme si nous étions en 1942 et que le fait de faire sauter un pont allemand ou de ne pas livrer ses voisins juifs ou tsiganes était assimilé à du terrorisme.

Nous pouvons avoir une opinion sur les méthodes de lutte, mais elle ne doit en aucun cas conditionner notre soutien.

Pour nous, défendre le droit des peuples à décider eux-mêmes de leur avenir reste avant tout une question de principe.

Cela revient simplement à faire confiance à la mobilisation des peuples lorsqu'ils sont opprésés. C'est justement une démarche radicalement opposée à celle de l'impérialisme, qui veut qu'un petit nombre de dirigeants colonisateurs décident eux seuls du devenir de la population victime de l'occupation.

Il ne suffit pas de nommer un gouverneur irakien pour se donner bonne conscience et se dire que le peuple pourra choisir librement, en bénéficiant

de l'ensemble des richesses du pays, et ce même en cas d'intervention de l'ONU. C'est notamment l'exemple de l'Afghanistan où Hamid Karzai, anciennement proche de la CIA, s'est vu nommer chef de l'État par les Américains ou un peu plus anciennement avec le Kosovo où des autorités ont été

écra-ser un peuple « en notre nom »

**Retrait des troupes françaises !**

**François**, [Saint-Denis]

«**camp de la paix**» bien présent
L'objectif officiel de l'opération en Afghanistan était bien entendu la « libération » du pays et l'apport de la « démocratie ». De nombreux pays ont participé en envoyant des troupes, en premier lieu les USA mais également des pays européens comme ceux du « camp de la paix » la France et l'Allemagne.

Depuis l'arrivée des « libérateurs », la situation n'a pas changé. Le pays est toujours en guerre malgré ce qu'on peut nous raconter. Des affrontements se déroulent encore et toujours entre les différentes for-

ces et les chefs de guerre des différentes régions. En fait, la guerre civile que le pays connaît depuis des années continue.

La « force internationale » occupe sinon le pays, au moins Kaboul, la capitale. Elle s'est contentée de mettre au pouvoir son poulain, Hamid Karzai et depuis lui assure son poste dans ce contexte de guerre. La mise en place de ce pouvoir d'État n'est bien sûr qu'une farce.

La démocratie et les droits de l'Homme (et de la Femme) ne sont pas mis à l'ordre du jour, le sort de la population afghane n'est

## Lettre de Fallujah

À Kofi Anan, secrétaire général de l'ONU

*Il est plus qu'évident que les forces américaines commettent quotidiennement des actes de génocide en Irak.*

*Alors que nous écrivons ces crimes sont perpétrés contre la ville de Fallujah. Les avions US lâchent leurs bombes les plus meurtrières contre la population civile tuant et blessant des centaines d'innocents. Leurs chars pilonnent la ville à l'artillerie lourde.*

*[...] Le nouveau bombardement des États-Unis a commencé tandis que les gens jeûnaient pour le Ramadan. Maintenant beaucoup d'entre eux sont piégés dans les maisons de leurs maisons et coups de toute aide extérieure. Dans la nuit du 13 octobre un simple bombardement US a détruit 50 maisons et leurs habitants. Est-ce un crime ou une leçon de démocratie américaine?*

*Votre Excellence et le monde entier savent que les États-Unis et leurs alliés ont détruit notre pays sous prétexte de la menace des armes de destruction massive. Désormais, après avoir eux-mêmes détruit massivement et tué des milliers de civils, ils ont admis qu'ils n'en avaient pas trouvé.*

*Mais ils n'ont rien dit sur les crimes qu'ils ont commis. le monde est silencieux et même le massacre de civils irakiens n'est pas condamné. Les États-Unis paieront-ils des compensations comme ils l'ont imposé à l'Irak après la guerre du Golfe de 1991 ?*

*À Fallujah les États-Unis ont créé une nouvelle cible, Al Zarkawi. Al-Zarkawi est une nouvelle excuse pour justifier les actions criminelles US.*

*Une année est passée depuis que cette nouvelle excuse a été inventée et, chaque fois qu'ils attaquent des maisons, des mosquées et des restaurants, tuant des femmes et des enfants, ils disent: « Nous avons lancé, avec succès, une nouvelle opération contre Al-Zarkawi ».*

**Kassim Abdullsatтар al-Jumaily**

**Président du Centre pour l'étude des droits de l'homme et de la démocratie – Fallujah.**

## L'occupation en Afghanistan

On entend peu parler de la situation en Afghanistan où, pourtant, une « force internationale » (c'est le terme des classes dominantes pour désigner une armée d'occupation) est présente depuis 2001. Les puissances « occidentales » depuis la fin de la guerre, marquée par la chute du régime taliban en décembre 2001, prétendent que le pays est pacifié.

On entend peu parler de la situation en Afghanistan où, pourtant, une « force internationale » (c'est le terme des classes dominantes pour désigner une armée d'occupation) est présente depuis 2001. Les puissances « occidentales » depuis la fin de la guerre, marquée par la chute du régime taliban en décembre 2001, prétendent que le pays est pacifié.

**Une situation de guerre**

Depuis l'arrivée des « libérateurs », la situation n'a pas changé. Le pays est toujours en guerre malgré ce qu'on peut nous raconter. Des affrontements se déroulent encore et toujours entre les différentes for-

ces et les chefs de guerre des différentes régions. En fait, la guerre civile que le pays connaît depuis des années continue.

La « force internationale » occupe sinon le pays, au moins Kaboul, la capitale. Elle s'est contentée de mettre au pouvoir son poulain, Hamid Karzai et depuis lui assure son poste dans ce contexte de guerre. La mise en place de ce pouvoir d'État n'est bien sûr qu'une farce.

La démocratie et les droits de l'Homme (et de la Femme) ne sont pas mis à l'ordre du jour, le sort de la population afghane n'est

fait 38 morts dont 24 par les bombardements américains. Mais qu'importe ! Le résultat des élections donne Karzai vainqueur au premier tour avec 55 % des voix environ.

Et quand on nous parle d'élections en Irak, où la situation est comparable à celle de l'Afghanistan, on imagine ce qui va se passer.

Camp de la paix ou pas, voila ce que nous proposent les pays impérialistes: occupation militaire dans le but d'installer leur pion et de le conforter par des élections. Cette tactique n'a qu'un but: dominer le monde et ses ressources pour faire plus de fric au mépris des populations et de leurs droits.

**Pacontan**, [Jussieu]



# Le racisme républicain

Retour sur une tradition « bien française »

« *Les difficultés que nous venons de dévorer ne compromettent pas, bien au contraire, le modèle français de citoyenneté. (...) Notre modèle est souvent mal compris, comme l'ont montré les réactions au vote de la loi sur les signes religieux à l'école. (...) Nayons pas honte de propager notre modèle: nous sommes, en ce domaine, à l'avant-garde et il faut le proclamer. (...) c'est du dedans que la République est menacée. Ses valeurs doivent être redéfinies, protégées, défendues. (...) Il est important de faire comprendre aux populations marginalisées, souvent issues de l'immigration, que le combat républicain ne les prend pas comme adversaire mais vise au contraire à les libérer.* » (1).

Et puis « Vive la France! » et chantons ensemble la Marseillaise tant qu'on y est! Passons sur l'ensemble des présupposés douteux, des approximations hâtives et des jugements outrageusement partiaux du dernier rapport en date sur le racisme et



l'antisémitisme rédigé par Jean-Christophe Ruffin (voir article ci-contre). L'envolée républicano-chauviniste de ses dernières pages représente certainement l'exemple le plus caricatural et néanmoins caractéristique d'une idéologie «républicaniste» très répandue, y compris à gauche, et mérite qu'on s'y arrête. La République y est représentée comme une institution modèle, une entité au-delà des clivages partisans, dont l'ensemble de valeurs communes positives représenterait un rempart contre le racisme et les discriminations. Cette vision unilatérale d'une République humaniste et universaliste ne constitue pas seulement un véritable mensonge historique, mais aussi une erreur théorique et une faute pratique pour tous ceux, à gauche, qui la partagent peu ou prou. Loin des principes, la réalité historique et quotidienne est plutôt celle d'un racisme républicain qui trouve ses fondements au cœur de cette institution.

## Défaire le mythe républicain

L'histoire de la République, loin du modèle absolu des grands idéaux et de belles valeurs immuables et magnifiques, est en fait l'histoire d'un incessant rapport de force. La forme républicaine, qui est aujourd'hui l'ex-prime institutionnelle particulière du régime de domination bourgeois, est le produit de l'état de la lutte des classes à un moment donné de l'histoire. Elle n'est ni neutre, ni au-

delà des clivages. C'est pourquoi son contenu qui peut varier énormément selon les époques, de révolutionnaire à conservateur, est toujours contradictoire. Ainsi la première République de 1792 pendant la Révolution française est le produit d'une crise au sein de sa direction bourgeoise emportée par la pression des mouvements populaires. Elle n'y résistera d'ailleurs pas. Les grands principes de 1789 qui se veulent universels sont en fait forgés sur un modèle très particulier: celui de l'homme blanc bourgeois. Le droit de vote est censitaire et réservé aux hommes; tandis que l'esclavage ne sera définitivement aboli qu'en 1848. Quant à la troisième république, LA référence républicaniste par excellence, elle est créée sur les décombres de la Commune de Paris, comme un compromis au sein de la classe dirigeante pour mettre un terme aux situations révolutionnaires qui secouent le pays depuis un siècle. C'est à ce moment que se consolide toute la mythologie républicaine qui possède dès le départ une composante raciste et xénophobe très marquée.

## Le racisme «bleu-blanc-rouge»

C'est l'école de la République, dont tant de gens cultivent aujourd'hui un culte nostalgique, qui a été le chaudron idéologique du nouveau régime. Elle permet de créer et de répandre dans la société des mythes sur la nation et l'histoire de la France, ainsi que de justifier son statut de grande puissance impérialiste. Pour Jules Ferry son grand maître d'oeuvre, pour qui « *les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures, un droit parce qu'il y a un devoir pour elles, celui de civiliser les races inférieures* », l'école est un moyen de dresser les masses ignorantes et caractérisée principalement par une « nouvelle islamophobie » qui s'est révélée depuis le 11 septembre. Il devient plus qu'urgent de porter à nouveau le combat antiraciste sur tous les fronts de mobilisation sociale et politique: lutte antiguerre, contre les exclusions de jeunes Musulmanes à l'école, contre les expulsions de Sans-papiers... Mais il s'agit également de lutter pied à pied, sur le plan idéologique, contre le développement d'une idéologie républicaine, qui sert de marchepieds à tous les racismes du siècle.



ment, au logement, de division du travail...) et d'un racisme quotidien, instigués par les classes dirigeantes. Car, au contraire de ce que sous-entend un Ruffin pour qui le racisme ne serait l'oeuvre, en gros, que des classes pauvres et marginalisées, c'est avant tout d'abord un produit et un instrument de la classe dirigeante. C'est encore une fois sous la troisième République, au moment de l'intégration des classes populaires dans une « citoyenneté » plus complète (droits sociaux et politiques) que les dirigeants républicains créent la distinction nationaux/étrangers, ou ceux perçus comme tels. Cela permettait, alors que le développement industriel prend son essor dans le pays, de fabriquer notamment une catégorie de travailleurs corvéables à merci car privés des droits politiques et collectifs des nationaux. Dans ce sens, Jacques Chirac et ses déclarations sur, entre autres, « le bruit et l'odeur » des immigrés s'inscrit parfaitement dans la plus pure tradition républicaine.

## Antiracisme contre nouvel impérialisme

L'influence de cette idéologie républicaine dans la gauche ne signifie pas seulement une faiblesse théorique analytique de ce qu'est la République. Elle mène à un recul idéologique et à une paralysie de l'action. Comme l'ont illustré les nombreux clivages au moment du débat sur le foulard et la laïcité. Comme l'atteste l'état du mouvement antiraciste, totalement divisé et dispersé. Alors qu'on assiste par ailleurs dans le contre-texte d'un nouvel impérialisme mondial à une offensive raciste particulièrement dure et caractérisée principalement par une « nouvelle islamophobie » qui s'est révélée depuis le 11 septembre. Il devient plus qu'urgent de porter à nouveau le combat antiraciste sur tous les fronts de mobilisation sociale et politique: lutte antiguerre, contre les exclusions de jeunes Musulmanes à l'école, contre les expulsions de Sans-papiers... Mais il s'agit également de lutter pied à pied, sur le plan idéologique, contre le développement d'une idéologie républicaine, qui sert de marchepieds à tous les racismes du siècle.

**Danièle** [Sorbonne-Clignancourt]

(1): Extraits du rapport Ruffin, « Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme », 19 octobre 2004, p. 47-51.

Sources:  
Pierre Tévanian, Le racisme républicain, L'esprit frappeur, 2002, 4,57 euros.  
Étienne Balibar & Immanuel Wallerstein, Race, nation et classe, Éditions la Découverte, 1997, 12,60 euros.  
Alain GRESH, L'Islam, la République et le monde, Les éditions Fayard, 2004, 90 euros.  
Ainsi que les très intéressants articles du collectif Les mots sont importants, disponibles en ligne sur le site www.msni.net  
Voir enfin les très instructifs ouvrages de l'historien Gérard Noiriel sur l'histoire de l'immigration en France.

# Unissons-nous contre le racisme et l'idéologie néocoloniale!

Pourquoi le patronat est-il républicain?

Le patronat français a l'habitude de ne pas se lancer dans les débats «politiciens». Lui soi-disant ne «fait pas de politique». Il défend seulement les intérêts des entreprises... Or, il est peu connu que le MEDEF est particulièrement soucieux du maintien du cadre républicain. La force et la solidité des institutions républicaines sont des conditions indispensables pour entretenir l'idée que patrons et salariés sont «tous citoyens» et brouiller l'opposition irréductible d'intérêts entre ceux qui produisent les richesses et ceux qui se les approprient. Une tribune de Francis Mer publiée dans Le Monde, alors qu'il était ministre de l'économie de Raffarin, révèle pourtant l'importance qu'un représentant important du monde patronal apporte à cette question. Intitulée «L'économie et la République», cette tribune explique que «*Les réformes économiques et sociales engagées, et celles qu'il nous faut accomplir d'ici à 2007, sont la mise en œuvre mêmes de nos principes républicains*» ou encore «*Notre devise républicaine ne doit pas seulement être inscrite au fronton des mairies. Elle doit s'incarner dans notre réalité quotidienne, et donc dans la vie économique des Français*» Bref il faut être républicain à l'école, en famille, dans la rue mais surtout au travail, et respecter les hiérarchies, s'il vous plaît...



# À quoi sert le rapport Ruffin ?

Le «rapport Ruffin», publié en octobre 2004, à la demande du ministre de l'intérieur Villepin est révélateur de l'évolution politique et idéologique du gouvernement et d'une partie de la classe politique française. Intitulé «Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme», la lecture de ce document fait ressortir deux idées principales. D'abord, ce qui a suscité de nombreuses critiques dans la presse de gauche, le rapport accuse l'antisionisme, c'est-à-dire la remise en cause de la possibilité d'établir un État purement juif, de favoriser l'antisémitisme «*par procuration*». Des slogans tels que "Israël = État raciste" ou "Israël = État d'apartheid" ou encore "Sharon = nazi" seraient susceptibles d'être pénalisés. Le rapport Ruffin est même plus précis car il vise explicitement la «*revendication du droit au retour es réfugiés*» comme amenant à remettre en cause l'État d'Israël et donc à favoriser l'antisémitisme. Bref cela revient à justifier plus de 50 ans d'oppressions de millions de Palestiniens.

## Dernière le prétexte de l'antisémitisme

L'objectif de ce rapport, comme de la politique de Chirac, n'est pas de lutter contre le racisme ni non plus contre l'antisémitisme. Cela voudrait dire combattre la misère sociale, la concurrence de plus en plus violente qui est à la racine de la montée des discriminations. Cela voudrait dire reconnaître la responsabilité de la République française dans les violences coloniales. Cela passe aussi par une reconnaissance du caractère colonial de l'idéologie sioniste qui nie tout droit d'existence au peuple palestinien et ne peut permettre d'assurer le respect des droits des Juifs. Laxe principal du rapport Ruffin, et c'est ce que la presse en a le plus retenu, c'est l'attaque contre toute solidarité avec le peuple palestinien, qui devient une position politique responsable de la montée de l'antisémitisme. Cela revient à banaliser l'accusation «Vous êtes pro palestinien, pour le droit au retour des réfugiés, donc vous êtes antisémites». La conséquence de cela, c'est que les respon-

sables les plus visibles de la montée de l'antisémitisme sont ceux qui se mobilisent en solidarité avec le peuple palestinien, c'est dire les jeunes issus de l'immigration. Bref, cela revient à culpabiliser ceux qui subissent le plus aujourd'hui les discriminations.

Mais ce rapport révèle aussi une crainte de la classe politique en France, c'est qu'une fraction significative de la jeunesse issue de l'immigration se politise et se radicalise à travers l'anti impérialisme et puisse aussi rejoindre l'extrême gauche. Dans les années 80, des outils comme SOS Racisme ont permis de contrôler les mobilisations de la jeunesse des banlieues. Aujourd'hui les partis de la gauche institutionnelle ne disposent plus d'outil équivalent pour réaliser une opération de ce type.

Le rapport Ruffin aurait pu offrir une nouvelle charge contre le «péril islamo-intégriste» qui menace les caves des banlieues. Mais cela est bon pour le journal de 20 heures sur TF1. La véritable hantise de la bourgeoisie n'est pas celle-là.

## Faire le tri entre les bons et les mauvais musulmans

Le dernier livre de Nicolas Sarkozy, *La république, les religions et l'espérance*, développe une réponse possible pour la bourgeoisie française. Sarkozy prend comme point de

départ d'accepter la place de la religion et de l'Islam en France. Face à l'écroulement des perspectives de transformation sociales, il a intégré que l'espérance religieuse, est une nécessité dans le cadre du capitalisme. C'est pourquoi il adopte une démarche volontariste pour la mise en place d'une représentation institutionnelle de l'Islam, en défendant le financement des Mosquées par l'État. Il affronte ainsi des critiques au sein de la droite française, mais aussi de la gauche institutionnelle, qui lui reprochent de «brader la République». Sa stratégie est de mettre en place les représentants des musulmans français les plus capables de encadrer et de contrôler la population musulmane et notamment la jeunesse. C'est une politique préventive face à la politisation de la jeunesse issue des quartiers. Elle est complémentaire d'un développement de l'islamophobie qui comme toute forme de racisme, fera le tri entre les bons et mauvais musulmans. Oui à ceux qui veulent s'intégrer qui acceptent la République. Non aux musulmans qui se politisent, se radicalisent et se permettent de vouloir changer le monde. Les attaques que le Figaro a lancées contre l'Union des Organisations Islamistes de France, pour empêcher sa participation à la manif du 7 novembre contre le racisme, sont révélatrices de cette logique. L'UOIF était saluée par la droite quand elle s'opposait aux manifestations contre la loi sur la laïcité, mais si elle ose se mobiliser contre le racisme, alors là, l'UOIF devient... une organisation «antisémite», qu'il faut exclure. Le Figaro craint surtout que la présence de l'UOIF n'amène trop de musulmans dans les rues...

**François** [Saint-Denis]

# L'islamophobie

On peut définir l'islamophobie comme une peur irrationnelle de l'islam, la conviction que cette religion et ses croyants représentent une menace. L'islamophobie repose sur l'idée que l'islam est fondamentalement mauvais, dangereux, incompatible avec «notre civilisation» (blanche et chrétienne...), et sur l'amalgame arabe = musulman = islamiste = terroriste... Cette vision s'inscrit dans les thèses du « choc des civilisations »: il y aurait une offensive mondiale de l'« Islam », dont les soldats sont aussi bien les talibans que les jeunes filles voilées... Il s'agit en grande partie d'une continuation du vieux racisme colonial anti-maghrébin, mais masqué derrière de grandes déclarations sur la défense de « nos valeurs », qui sont comme chacun sait la démocratie, le respect des différences, les droits des femmes, la laïcité républicaine...

Dans les milieux intellectuels et journalistiques les déclarations islamophobes se multiplient. Florilège: « ils [les « disciples d'Allah »] se multiplient comme des rats » , « Un spectre hante la France, et ce spectre (...) n'est autre que l'islam », ou encore l-F Revel (de l'Académie Française) parlant de « la haine pour l'Occident de la majorité des musulmans vivant parmi nous »... Bref, il est urgent de déclarer une guerre sans merci à ces Barbares, au nom de la Civilisation! D'ailleurs, comme chacun sait, « la troisième invasion musulmane de l'Europe » a commencé... Les discours islamophobes, sou-

vent tenus par des intellectuels reconnus, installés, respectés, légitiment la haine et la violence raciste. Les agressions contre les lieux de culte et les cimetières musulmans se sont multipliés ces dernières années.

Le développement de l'islamophobie ces dernières années n'est pas le fruit du hasard, bien au contraire. Il s'agit en partie d'une conséquence des attentats du 11 septembre 2001, et surtout de la politique de l'impérialisme américain. En effet l'administration Bush légitime son projet colonial (Irak, Grand Moyen Orient...) par la nécessité de lutter contre le terrorisme issu des « pays musulmans » et d'y apporter la démocratie, la prospérité, la liberté, bref la « civilisation ». On voit là une nouvelle version des discours sur le « fardeau de l'homme Blanc »: décrire les Arabes comme des barbares arriérés permet de présenter la colonisation comme un acte d'émancipation. Lorsque la France a conquis puis occupé l'Algérie, on parlait déjà de la nécessité de « libérer » les femmes musulmanes... Aujourd'hui nombre d'« opposants » à la guerre en Irak justifient l'occupation militaire par le danger qu'il y aurait à laisser l'Irak aux irakiens, c'est-à-dire à ces Barbares, au nom de la Civilisation! D'ailleurs, comme chacun sait, « la troisième invasion musulmane de l'Europe » a commencé... Les discours islamophobes, sou-

vent tenus par des intellectuels reconnus, installés, respectés, légitiment la haine et la violence raciste. Les agressions contre les lieux de culte et les cimetières musulmans se sont multipliés ces dernières années.

# Victimes de tous les racismes, unissez-vous!

Contre le racisme, qui nous divise, la base de la lutte est l'unité. En effet, dans les médias, et les discours des hommes politiques, une hiérarchie s'établit entre les racismes: on distingue l'antisémitisme du racisme, comme si, pour des raisons inexplicables il était plus grave et constituait une catégorie à part entière. De plus, on essaie de paraître progressiste en dénonçant la « montée du fondamentalisme musulman », et on présente les filles voilées, victimes du racisme et du sexisme, comme des oppresseurs. Au contraire, nous devons lutter contre toutes les formes de racisme qui sont aussi graves et dangereuses les unes que les autres.

## Français, Étrangers, mêmes patrons, même combat!

Le racisme ne vient pas du ciel, ou de la « nature humaine »: c'est un phénomène social, qui profite à certains. Par exemple, si on licencie un Français plutôt qu'un immigré car il est payé moins cher pour le même travail, on peut faire croire au travailleur français que ses intérêts sont opposés à ceux du travailleur immigré: cela n'empêche qu'un vote en plus pour Le Pen, mais aucune victoire. Au contraire, s'ils luttent ensemble contre tout licenciement envenimant « à travail égal, salaire égal », ils deviennent plus forts. Il est donc nécessaire pour le mouvement ouvrier (syndicats, partis ouvriers) de participer au mouvement antiraciste. Cela concerne même les situations où les travailleurs ne sont pas concernés directement:



tions (logement, travail), et de violences policières. Le discours islamophobe fait passer l'idée que ces populations s'enferment elles-mêmes dans des ghettos en refusant de s'« assimiler », voire les fait passer du statut de victime à celui de bourreau: ce sont tous les clichés sur le sexisme et la violence des « jeunes de banlieue » (sous-entendu « jeunes musulmans »), oubliant que le sexisme et la violence contre les femmes touchent tous les milieux et toutes les classes... Ces discours portent une vision coloniale des quartiers, légitimant leur gestion uniquement répressive et policière. Enfin l'islamophobie, en France et ailleurs, sert à instaurer un climat d'Union Sacrée entre les partis et entre les classes, au nom de la défense des « valeurs de la République » soit disent menacées: tous en rang derrière le gouvernement CRS, en oubliant les privatisations, les réformes des retraites et de la Sécu, les violences policières...

**Mathieu**, [Tolbiac]

la langue etc. S'il ne trouve pas de travail, s'il ne peut apprendre la langue, s'il reste enfermé dans un ghetto, ce n'est pas à cause de sa « mauvaise volonté », mais parce que la République française n'est pas faite pour l'accueillir.

Le discours de certaines organisations



1er mai 2002, 500000 manifestants à Paris contre le racisme

antiracistes comme SOS Racisme ou Ni putes ni soumises présente la république laïque comme un système idéal, duquel seuls des extrémistes ou des « voyous » pourraient être exclus. Ce discours reprend une idéologie coloniale et excluante, du « bon » et du « mauvais » étranger et il divise le mouvement: on demandera aux filles musulmanes non-voilées, donc bien respectueuses de la laïcité française, de ne pas soutenir celles qui sont voilées et qui ne font vraiment aucun effort. Pourtant voilées ou non-voilées, elles peuvent être victimes du racisme. Elles ont intérêt, tout au contraire, à s'unir pour se défendre et gagner des droits.

## Unis contre le racisme républicain

Par ailleurs le mouvement antiraciste doit être politique, c'est-à-dire qu'il doit connaître son véritable ennemi. Qui exclut? Tout étranger qui vient en France le fait parce qu'il souhaite s'intégrer à la société française: travailler ou étudier, apprendre

**Suzanne**, [Tolbiac]

# Ce que dit le rapport Thélot

Le rapport remis au gouvernement lors de la dernière rentrée et que Fillon espère mettre en application pour la rentrée 2005-2006 n'a rien d'un constat de plus sur l'éducation. Il est l'expression d'un projet très précis que nous devons combattre par tous les moyens.

## Des « grands principes »

Thélot énonce trois « grands principes » : « *l'école participe à l'éducation de la jeunesse* », elle « *s'assure de la maîtrise d'un socle commun et organise la diversité des parcours* », elle « *s'efforce d'être juste c'est-à-dire qu'elle promet l'égalité des chances et des résultats* ».

Mais la réussite de tous les élèves, ce n'est pas faire en sorte que tous atteignent les qualifications scolaires les plus élevées. Cela serait une illusion car il existe des « différences de niveaux » et une absurdité, car la société n'a pas besoin que tous les jeunes soient formés, c'est-à-dire puisse prétendre à des salaires pas trop bas... La



réussite, c'est donc acquérir une somme de connaissances, de compétences et de règles de comportement indispensables à une vie sociale « normale ».

La massification de l'enseignement n'est pas l'homogénéité : renforcer l'égalité et l'équité se fait donc en promouvant une élite scolaire afin de doter la nation des cadres dont elle a aussi besoin. C'est la réaffirmation du très ancien « élitisme républicain ».

L'école doit être un espace protégé, un monde à part ; la relation pédagogique ne peut se concevoir comme un espace démocratique ouvert à la négociation permanente des normes. Elle doit au contraire apprendre à faire la différence entre les sphères privée et publique. Il faut donc refonder l'école afin de « *prodiguer les valeurs auxquelles il n'est pas question de ne plus croire* ». Cela étant, l'école est bien intégrée à l'économie, puisqu'elle tisse des liens clairs avec les entreprises implantées localement.

## Individualisation

Tout d'abord, le socle commun indispensable consiste à savoir lire, compter, écrire, s'exprimer (notamment en « *anglais de communication internationale* »), « cliquer » et vivre en société. Il doit être acquis à la fin de la scolarité obligatoire.

Par la suite, l'enseignement doit être personnalisé : options pour les élèves qui vont plus vite, y arrivent mieux et, pour les autres, professionnalisation par la personnalisation du temps scolaire qui inclue l'entrée en apprentissage, pouvant être avancée ou différée selon l'élève, son âge, sa maturité et sa capacité à en bénéficier réellement. Une évaluation qui sera effectuée par un conseil auquel pourront participer des représentants des entreprises!

**Pour une réelle gratuité de l'école publique !**

Apparemment, en région parisienne, les manuels scolaires sont pris en charge. La précision « en région parisienne » est bien voulue, en effet ici en Bretagne, c'est aux lycéens, à leur famille, de prendre en charge le coût des livres qui représente en moyenne 120 d'occasion. Pour nous sortir de cette situation difficile, « Super PS » est là. Jean Yves Le Drian (liste de gauche) a emporté 58,9 % des voix au 2nd tour des élections régionales du 28 mars 2004, contre 41,21 % pour Josselin de Rohan (liste de droite). Pouvant alors se targuer d'un score très satisfaisant, les socialistes décidèrent d'agir très rapidement au niveau social. Ainsi, les familles des lycées publics bretons se sont vues recevoir une lettre très design, décorée d'un joli logo en couleurs de la région Bretagne et de divers décors bleus. Autant dire que de distribuer une lettre en couleurs à tous les lycéens est de nécessité première et certainement très peu coûteuse... C'est vrai, quand c'est beau, peu importe le contenu ! Les vaillants socialistes y expliquent qu'ils sont « désireux de promouvoir l'égalité des chances devant l'accès aux connaissances et à la culture » et qu'ils ont donc décidé de « s'engager dans une politique de soutien au profit des familles de lycéens bretons pour l'acquisition de ces ouvrages ». C'est là que l'on se dit : enfin ! Les manuels seront prêtés à tous ! Mais hélas, ce n'est pas de cela qu'il s'agit... en

fait, la mesure consiste en la création d'une « aide financière d'un montant unique de 60 euros » pour tous les terminales (général, technologique et professionnel) et les élèves boursiers de première. Concernant les secondes, ils bénéficient du prêt des manuels scolaires. Mais à quoi sert-il de les prêter en seconde si c'est pour les faire acheter après ? Il faut bien accueillir les petits nouveaux certainement... ça ressemblerait presque à un cadeau empoisonné. Mais attention, à la fin de la lettre, on nous explique que le dispositif (60 par élève boursier ou non) sera élargi à tous les lycéens (terminales, premières et secondes) aux rentrées 2005-2006 et 2006-2007. Bravo ! Quel progrès ! Les élèves des familles les plus aisées se retrouveront autant aidés que les boursiers des familles les plus en difficultés ! Ne serait-ce pas plus simple de faire bénéficier à l'ensemble des lycéens le prêt des manuels ? C'est une évidence. De plus, ça serait plus simple que de se retrouver en novembre sans son livre de SVT parce qu'on ne l'a pas trouvé à la bourse aux livres et qu'il y a rupture de stock... Mais bon, M. Le Drian est excusé puisqu'il nous prie d'agréer l'expression de ses sentiments les meilleurs « en espérant que cette nouvelle aide participe au bon déroulement de notre scolarité »... Nous devons défendre une école gratuite et ne pas nous laisser manigancer par des dispositifs tels que celui-ci prétendant favoriser la gratuité scolaire !

**Joaquina**, [Quimper]

Cela commencera dès la 5ème avec des périodes plus ou moins longues d'alternance avec une entreprise. À la fin de la troisième, un « Brevet d'études fondamentales » permettra de passer au lycée où les élèves seront orientés. À la fin de la 3ème, un conseil décidant de l'orientation sera mis en place, avec affectation précise dans un établissement et dans une filière donnée. L'orientation dès la seconde se fera vers des séries aux caractéristiques bien marquées :

- La voie professionnelle.
  - La voie menant à des études courtes.
  - La voie menant à des études longues.
- Il y aura un enseignement spécifique à ces trois voies, sur un socle plus réduit qu'aujourd'hui.
- En ce qui concerne les Bac L-ES-S, ils doivent être plus « typés » afin que leur obtention dépende seulement de quelques matières caractérisant la série. Pour les Bac pro, l'alternance doit être partout la règle. Quant aux Bac menant à des études courtes, ils doivent plus « orienter vers la réalité des

différents domaines professionnels. » Dès le collège, il faudra donner aux élèves les moyens d'élaborer un projet de formation pour le suivre, la création d'un dossier clair individualisé et l'accès au monde du travail pour élaborer le projet.

## Concurrence

Les lycées seront de fait poussés à la spécialisation et à la concurrence, sous prétexte de décloisonner et de lutter contre la ségrégation. En effet, s'attaquer à l'ampleur de la ségrégation peut aller jusqu'à la fermeture d'établissements ! Et il faudra « *responsabiliser les établissements confrontés à de réels problèmes* » en centrant leurs actions sur les apprentissages, sur certains points du programme, et en les spécialisant, en renforçant leurs partenariats (avec les élus, les entreprises, la Police et la Justice). Les rencontres entre proviseurs, commissaires de police et responsables de la brigade des mineurs devront être instituées. A chaque lycée devra

correspondre un référent de la police ou de la gendarmerie.

Quant aux profs, loin d'en recruter plus, l'éducation nationale devra rendre le concours plus difficile et leur demander un certain rendement. Ainsi, il importe pour Thélot que « *le système éducatif se dote d'une vraie politique des ressources humaines* » avec des postes de début de carrières ou seuls les volontaires choisiraient des postes difficiles, une « *formation continue obligatoire* », une « *évaluation inflexible sur le déroulement de la carrière et pouvant déboucher sur le changement de métier* » !

Ce sont donc bien tous les élèves, mais aussi les profs et le personnel des lycées qui sont concernés, c'est donc tous ensemble qu'il faut nous battre contre cette officialisation des inégalités, cette casse des acquis de l'enseignement et cette privatisation plus que partielle de l'éducation !

**Pauline et JB**, [Nanterre]

# LMD : que faire pour détruire cette réforme ?

La réforme LMD est désastreuse pour les étudiants. Comme elle supprime le cadre national des diplômes, chaque université va élaborer ses diplômes indépendamment des autres. Le contenu, la valeur des diplômes sur le marché du travail ne sera plus le même. Mais comment réussir à prouver aux étudiants que cette réforme est désastreuse et qu'il faut se battre contre elle ?

## Partir du concret

L'année dernière, la mobilisation pour le retrait de la réforme en novembre-décembre avait eu lieu avant le début de son application réelle. Mais elle a échoué. Il faut désormais prouver à partir des effets concrets de

l'application de la réforme que celle-ci est négative. Quand on veut mobiliser sur une fac, la méthode à suivre est de récupérer l'ensemble des informations sur les nouveaux diplômes (les « maquettes »), au moins pour quelques filières, et de les comparer aux anciennes maquettes. Il faut également comparer les diplômes d'une filière dans une fac, une licence d'économie par exemple, avec les licences d'économie d'autres universités, pour montrer que les diplômes deviennent différents et donc inégaux en valeur.

## Entraîner toutes les forces dans la mobilisation

Aujourd'hui, la majorité des organisations étudiantes, et une partie des étudiants eux-mêmes, pensent qu'il n'est pas possible d'obtenir le retrait de la réforme. Du coup, les



directions des syndicats étudiants s'adaptent à la réforme et essaient de faire en sorte que son application soit « la moins pire possible ». Dans ces conditions, il est difficile de mobiliser directement sur le mot d'ordre de retrait. Par contre, pour forcer les différentes organisations à participer à la mobilisation, comme personne ne peut nier que l'application de la réforme a des effets négatifs, on peut proposer des appels à des Assemblées Générales du type : « La réforme a des effets désastreux. Nous devons nous battre pour une éducation accessible à tous et de qualité. » Les syndicats étudiants auront du mal à refuser de s'associer à un tel appel. Il faut se battre en leur sein pour que de telles initiatives soient prises.

## Étudiants, travailleurs, même combat !

L'objectif dans les AG est de montrer que cette réforme nous pénalise en tant

que futurs travailleurs : les diplômes seront individualisés, c'est-à-dire qu'ils comporteront des informations (notes, profs, temps mis à obtenir le diplôme...) sur le cursus de chaque étudiant. Deux étudiants d'un même cours n'auront plus le même diplôme et un patron pourra les payer différemment. De plus, les diplômes seront de plus en plus liés à une entreprise en particulier, ce qui ne permettra pas de s'en sortir durablement dans le monde du travail. Le problème n'est donc pas uniquement les conditions d'études qui s'aggravent. La réforme LMD est une arme pour rendre la future main-d'œuvre plus précaire. Et c'est ça le point central à faire comprendre.

**Billy**, [Nanterre]

# Loi sur le service minimum : au service de qui ?

Le ministre Gilles de Robien veut restreindre le droit de grève des salariés, en imposant un service minimum dans le secteur des transports. Il parle d'« organiser le droit de grève » mais il ne faut pas se leurrer, son objectif est en fait de le limiter.

Déjà en 1963, Pompidou avait imposé par la loi un préavis de grève de cinq jours, profitant de l'impopularité de grèves surprises à



la RATP. Le gouvernement actuel, prétendant s'inquiéter de la qualité du service rendu aux usagers, prévoit entre autres l'augmentation du nombre de jours de préavis de cinq à dix jours, et la mise en place d'une déclaration individuelle de participation à la grève, 48 heures avant le conflit. Si les syndicats ne réagissent pas face à ce projet régressif, la loi devrait voir le jour d'ici à la fin de l'année.

Comme d'habitude, le gouvernement mise sur la communication pour assurer la popularité de cette loi. On ne compte plus les reportages ou les articles sur la « prise en otages » des usagers en période de grève. Pourtant un service garanti ne semble pas vraiment d'actualité, étant donné qu'il y a aujourd'hui moins de grèves qu'hier (4500 grèves en 1976 contre 550 en 2003). En revanche, il y a urgence à agir si l'on veut réellement respecter le droit des usagers et défendre la qualité du

# Interdiction des licenciements !

C'est Seillères et Sarkozy qui l'ont dit (ça ne peut donc qu'être vrai) : La France va mal, la France va même très mal. Elle souffre d'un virus qu'il est maintenant convenu d'appeler « le déficit du travail ». Mais je tiens à rassurer la population : les docteurs du gouvernement et du Medef ont trouvé l'antidote, la flexibilité du travail.

C'est pour sortir la France de ce « marasme économique », et pour relancer la croissance que le ministre de l'économie, futur président de l'UMP, nous sort une nouvelle contre réforme. L'objectif est de simplifier (pour les patrons), toutes les modalités de licenciements économiques, en donnant une priorité absolue à la négociation entre les représentants des salariés (syndicats ou comités d'entreprises) et le patron. Il s'agit de gérer aux cas par cas chaque licenciement, et d'aboutir « au meilleur accord possible pour les deux parties ». Sauf que quand on regarde de plus près, on se rend très vite compte que si le salarié signe cet accord, il perd du même coup son préavis, c'est-à-dire qu'il quitte immédiatement l'entreprise, avec une solution d'emploi de rechange ou non, mais



service public. La SNCF, afin d'être plus rentable, n'hésite pas à supprimer des trains et à fermer des petites gares.

Les raisons profondes du projet de loi n'ont rien à voir avec le droit des usagers. Il s'agit d'empêcher les salariés de se battre contre tous les mauvais coups que la droite et le patronat infligent à la population. Le gouvernement, dont la légitimité a déjà été sérieusement remise en question lors des dernières élections, ne peut plus se permettre que sa politique fasse l'objet d'une quelconque contestation.

Si le droit de grève est limité, c'est notre avenir qui est pris en otage ! Mais tout n'est pas encore joué : les cheminots et les salariés des transports en général prennent peu à peu conscience du danger de cette mesure et ne semblent pas prêts à se laisser faire.

**Correspondant**, [Toulouse]

le gouvernement la seule solution immédiatement envisageable. La CGT et les syndicats SUD semblent donner l'impression de vouloir lutter, mais n'offre aucune perspective de mouvement.

Face à cette nouvelle attaque antisociale des collectifs se sont formés, tel que celui de Résistance 2004 à Rennes, ou celui de Nestlé Marseille, en présence de force politiques telles que la LCR et le PCF. A nous d'initier et de fortifier des collectifs de résistance afin de créer un mouvement de masse, seule solution pour lutter contre le gouvernement.

**Laoraüs**, [Nanterre]

## Rainbow attitude ou comment s'intégrer !

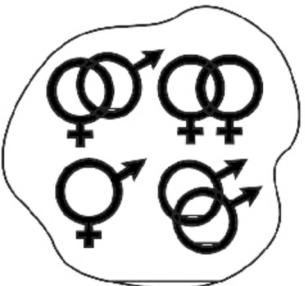
Du 4 au 7 novembre s'est tenu, à la porte de Versailles, Rainbow attitude ; comprenez un salon où on tente de vendre tout et n'importe quoi aux gays et gays-friendly (hétéros très tolérant, qui nous trouvent sympa et marrant !).

Selon ce salon, notre seule aspiration est celle d'être acceptée par la société et ils ont la solution : « Identifier les spécificités, les aspirations, les goûts, les humeurs et les bonheurs d'un groupe signe avant tout une avancée sur le plan social. » (édito 2004). Et leur logique ne s'arrête pas là, voici quelques arguments pour convaincre des entreprises d'exposer : « La population homosexuelle est jugée très porteuse par les grandes marques et les publicitaires au même titre que la ménagère de moins de 50 ans, les ados, les célibataires ou les seniors. » ; « Exposer c'est bénéficier

# 8ème existrans

## Contre la transphobie !

La 8ème Existrans a eu lieu le 2 octobre dernier, rassemblant environ 500 personnes. Elle défilait sous le mot d'ordre : « psychiatriation des trans = transphobie ». Ce rassemblement avait pour objectif de donner une visibilité et de revendiquer des droits pour les transsexuels et les transgenres.



## Le genre, ça s'apprend

Dès l'enfance, nous recevons de nombreuses pressions : entre autres par les parents et par l'école, dont le but est de nous conformer à un genre imposé en vue de notre sexe biologique. Ainsi dès qu'on n'entre pas dans le moule, nous sommes considérés comme « anormaux », déviants et subissons le rejet. La division de la société en genres est un moyen de maintenir le cadre de la famille, outil de reproduction au sein de la société capitaliste ; en effet si je suis néE avec une chatte, je suis senséE être une femme avec toutes les conséquences sociales et économiques : être une femme féminine et coquette, qui porte des habits féminins et se maquille et dont le seul but est de plaire aux hommes, de se marier et d'avoir beaucoup d'enfants. Et inversement pour l'être humain naissant avec une bite. Ainsi, on nous apprend dès la naissance à rentrer dans des cases et à fermer notre gueule, à vouloir des gosses et à reproduire ce schéma. En effet sans future main-d'œuvre à exploiter, comment feraient les dominants pour faire des profits ?

## Des droits pour les trans !

Les trans refusent tout cela et s'attaquent donc de front aux normes. Doù l'oppression gigantesque qu'elles/ils subissent ! La plupart sont rejetéEs de toutes les sphères

**Chacha**, [Nanterre]



d'une plateforme unique de développement destinée à un public fidèle et fortement consommateur quand il est séduit. » Bref, en devenant des cibles marketings l'intégration sociale s'offre à nos cartes bleues. Pour cela, il faut nous montrer bien gays, bien blancs, bien mâles et bien riches. Mais où sont les lesbiennes, les trans, les folles, les butchs, les pauvres.

Le problème de fond de la société est le fait que les trans-pédés-gouines ne baissent pas comme il faut, ainsi en mettant de côté tous ces aspects il n'y a plus de problème. En effet, exit les SM, la drogue, les parcs ou les plages où on baise en plein air. On évince tout cela pour tirer quelque chose d'acceptable, une sorte de « placard doré » où tu n'es accepté que si tu rentres dans le format.

**Chacha**, [Nanterre]

# «C

était un problème de liberté, de dignité. Nous voulions être égaux.

« On avait eu besoin de nous pour servir de chair à canons. Puis nous étions redevenus des esclaves, des sans - droits. Dans les campagnes, nous allions en haillons. Les seuls qui s'en sortaient un peu, c'étaient ceux qui travaillaient pour les colons. Nous n'avions plus rien à attendre de l'administration coloniale qui organisait des élections injustes et truquées. La révolte grondait. Nous étions décidés à prendre les armes: nous ne voyions plus d'autre issue. Quand, plus tard, on reprochait à Ben M'hidi d'utiliser des femmes pour cacher des bombes dans leurs couffins, il répondra: donnez-nous vos tanks. Nous vous donnerons nos couffins. Nous en étions là. »

Voilà comment Mohammed Mechaty un des organisateurs parmi les 21 des attentats du 1er novembre 1954 explique le début de la guerre d'Algérie.

Après 124 années de colonisation, alors que des dizaines de milliers d'Algériens ont combattu sous le drapeau français durant la seconde guerre mondiale et se sont fait massacrer par cette même armée française durant les émeutes du mois de mai 1945: le 1er novembre 1954 marque le début du soulèvement d'un peuple pour son indépendance.



Combattants algériens assassinés par l'armée française

## Retour sur mai 1945

En mai 1945, la France était libérée de l'occupation. Le 8 mai, les nationalistes du Parti du Peuple Algérien (PPA) décidèrent d'organiser de grandes manifestations pour montrer que le peuple Algérien avait pris part à la victoire sur le nazisme et voulait montrer son désir d'indépendance. Ces manifestations furent interdites. Cependant des mobilisations eurent lieu à Guelma et 7000 à 8000 personnes se rassemblèrent à Sétif. L'armée tira. A Guelma un manifestant fut tué, à Sétif le porteur du drapeau Algérien fut abattu. Dans les campagnes, ces événements entraînent des soulèvements. Des groupes de centaines, voire de milliers de paysans se formèrent et attaquèrent des bâtiments officiels. 103 Européens furent assassinés. La répression fut sanglante et massive. À Chevreau, 127 otages furent assassinés à la suite de la mort d'un Européen.

« Le 25 mai, dans les Babors, cinq à six mille paysans, hommes, femmes et enfants,

# Guerre d'Algérie: L'infamie perce et laisse des trous

dre « les départements français ».

C'est cependant en 1956 que s'opère un vrai tournant. C'est sous le gouvernement de Front Républicain avec à sa tête Guy Mollet (SFIO) que sont votés les pouvoirs spéciaux. Ces pouvoirs spéciaux sont votés par 455 voix contre 76 et autorisent le gouvernement à prendre toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie. Les pouvoirs spéciaux marquent réellement la période la plus horrible de la guerre car ils justifient les pires crimes de l'armée et de la police française, ceux-ci sont soutenus de l'extrême droite au PC. Seuls quelques groupes, trotskistes, anarchistes, opposants communistes à l'intérieur du PC et militants chrétiens vont se battre contre ces pouvoirs spéciaux. C'est à ce moment que le contingent est envoyé, d'abord les rappelés. Ils ne voulaient pas y aller et des manifestations vont avoir lieu, elles ne seront pas soutenues. C'est par l'application des pouvoirs spéciaux que le général Massu sera à la tête de la répression sanglante à Alger à partir de 1957. Cela permit également l'exécution par guillotine des militants algériens qui s'effectuèrent alors que Mitterrand est Garde des sceaux. Mais il y aura aussi de lourdes conséquences de cette politique en France. Il n'y a plus d'opposition massive, de réaction face aux exécutions, à la torture de l'armée française. Si celle-ci n'a jamais été massive, elle sera quasi inexistante en 1956 et 1957. À l'époque le PC, comme la CGT, représente et influence la classe ouvrière et le vote des pouvoirs spéciaux par les députés communistes aboutira à une division entre travailleurs français et travailleurs algériens. En effet, beaucoup d'Algériens étaient à la CGT ou au PC et quitteront ces organisations en 1956.

Le nombre de victimes reste encore difficile à estimer. Les pertes Européennes sont, elles, précises: 103 tués, 110 blessés. Les pertes Algériennes vont de 1 340 (chiffre donné à l'époque par le gouvernement général) à 80000 (selon le quotidien El Moudjahid du 8 mai 1985). On peut cependant estimer qu'il y a eu environ 15 000 morts Algériens lors de ces événements de mai 1945.

L'attitude de la gauche en 1945 et notamment du PCA (Parti Communiste Algérien) et du PCF doit être rappelée afin de comprendre pourquoi l'opposition à la guerre n'a pas été massive en France. À partir de 1941, les préoccupations du PCA se cristallisent sur la libération de la France. L'Algérie n'étant qu'une « nation en formation » selon Thorez, elle ne peut « donc demander son indépendance tant que la France est sous le joug d'un gouvernement fasciste ». Le mot d'indépendance est banni, pour être remplacé par ceux de « patriotisme français ». Ainsi, la décolonisation est rejetée par le PC pour ne pas s'aliéner la gauche modérée mais surtout ne pas désintégré l'Empire. Ceci entraîne bien d'autres positions notamment sur la « mission civilisatrice de la France ».

## La Bataille d'Alger

Le début de l'année 1957 marque le début de ce qu'on appellera « la bataille d'Alger ». Le recours au terrorisme comme moyen de résistance atteint la ville d'Alger à un rythme rapide. Le FLN s'organise en fractions autonomes armées. Le 7 janvier 1957, le général Massu se voit remettre, les pleins pouvoirs sur Alger. Massu et son chef d'état-major quadrillent la ville et un régiment surveille la Casbah, (quartier dit « arabe »). C'est le début d'une traque contre la cellule algérienne du FLN et ses principaux chefs. Ben M'Hidi Larbi est arrêté mais les dirigeants participent à la répression aux côtés du sous-préfet. » Le Parti reconnaît en août son erreur face à l'ampleur de la répression et s'associera à la campagne d'amnistie pour tous les détenus politiques musulmans.

Dès le 3 juin 1957 les forces armées françaises ne font plus face qu'à des mitrailleurs collectifs ainsi qu'à des poses de bombes dans les lieux publics. Les autorités militaires françaises emploient tous les moyens dont la torture pour remonter la piste et reconstituer l'organigramme afin de retrouver les dirigeants du FLN. Le FLN augmente la fréquence et l'impact des attentats. Le 27 juillet, neuf bombes explosent simultanément dans Alger. Une course contre la montre est lancée et s'achève par l'arrestation de Yacéf Saadi le 24 septembre et l'assassinat d'Ali-la-Pointe.

L'armée française se félicite alors de son succès militaire, son erreur aura été de croire de l'arrestation ou la mort des dirigeants du FLN signifiait la fin de la résistance du



Manifestations de joie lors de l'indépendance

peuple algérien.

## Victoire des Algériens

En 1958, René Coty appelle De Gaulle à former le gouvernement. C'est le 4 juin 1958 que celui-ci fera son fameux discours: « Je vous ai compris!... et je déclare qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants: il n'y a que des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

De Gaulle se place jusque fin 1959 comme le défenseur de l'armée française et c'est alors qu'il parlera « d'autodétermination » et que les divisions au sein des partisans de l'armée française s'exprimeront plus clairement. Le positionnement de De Gaulle polarise les divergences existantes auparavant. Il signifie clairement son refus de voir les ultras (extrême droite française qui créera l'Organisation Armée Secrète) prendre de l'importance dans le paysage politique général mais surtout cela montre qu'il sent dès 1959 qu'il ne peut pas tenir en gardant la ligne politique de l'Algérie Française. La résistance Algérienne, son extension à la capitale durant l'année 1957 et sa poursuite malgré l'élimination de chefs du FLN l'oblige à changer de position.

L'année 1960 est celle du passage à l'offensive des ultras. L'objectif est de rallier la majorité de l'armée à leur position. La répression continue alors qu'au même moment des manifestations massives en soutien au FLN ont lieu à Alger. La situation est tendue. Le gouvernement et l'armée sont divisés tout comme la société française. D'un autre côté, le peuple Algérien continue à subir la répression et la torture tout en continuant de se battre pour son indépendance.

Dans ce climat émerge l'OAS en février 1961 et en avril la tentative de Putsch des généraux qui échoue. C'est également dans ce climat qu'a lieu le massacre du 17 octobre 1961 à Paris. L'indépendance devient inéluctable et une partie importante de l'armée ne l'accepte pas. À la suite de l'échec du coup d'État, il y a une forte influence de l'OAS au sein de l'armée qui multiplie les attentats. Les débats qui se posent dans la société française à l'époque sont: faut - il accorder plus de liberté pour les Algériens, la France peut-elle octroyer l'indépendance à ces « indigènes » ou faut-il sauvegarder l'Empire. La base des débats est ce qui est

À Voir: La Bataille d'Alger de Gillo Pontecorvo,



Tract de partisans de l'Algérie française

## Regain de tension: Nouvel album de la Rumeur

« La Rumeur 2ème saison... Pour un putain d'regain d'tension »

Le ton est donné, après les trois volets et « L'ombre sur la mesure », le dernier album de La Rumeur fait l'effet d'une bombe. Des textes toujours aussi militants et imagés mais un cran plus haut dans la haine et la révolte.



Anticolonialiste, antiraciste: « Demande à tes vieux, les zoos de Paris, fin du 19ème, ces cages où ils exposent animaux et familles africaines.

Et leur gâteau s'appelle tête-de-nègre, et j'en dégueule encore et garde un putain de goût aigre. Intègre, sale nègre et un de plus qu'ils ont pas désintégré, des intérêts même sous zéro degré.

Malgré les intempéries comme les insultes, au casting toujours pas de négro comme dans ta série culte ».

De fait Anticapitaliste:

«... un keffieh noué à chaque rime, je trinque sec à la santé d'une émeute légitime et pisse un coup aux heures volées au fond du trou ou j'apprends à me tenir debout sur ce mince fil qui manque de casser d'un coup, sur ce mince fil qui me sépare des fous. Je suis un arabe repris, en sursis ma t'on dit, une tige d'ortie promise aux ennuis et qu'il en soit ainsi! (...) Nous sommes des foles à marcher les deux pieds couverts d'ampoules des foles sous l'édifice en flamme, à tant bien que mal dénouer nos drames.

Jusqu'à quand, combien de temps le ghetto restera-t-il aussi patient? »

Il est indispensable de rappeler que La Rumeur est un groupe militant: par sa participation au rassemblement du Larzac en été 2003, au Chaos Social l'année dernière et au concert d'ACG du 14 mars contre l'occupation en Irak.

Militant en produisant un magazine dans lequel La Rumeur fait parler ceux qui ont rarement la parole: interview de l'association

Marie, [Censier]

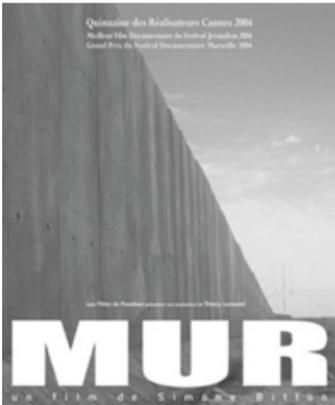
## Mur, de Simone Bitton

Proposé par Simone Bitton, réalisatrice née au Maroc de parents juifs, ce documentaire montre le chantier aberrant du mur qui emprisonne l'un des paysages les plus chargés d'histoire. Avec ce film, elle compte dénoncer "ce qui se passe sur la planète entre les faibles et les forts, entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien. Après Palestine, Histoire d'une terre en 1992 et Ben Barka, L'équation marocaine, portrait d'un leader de la résistance marocaine en 2001, Simone Bitton offre son premier long-métrage sur ce mur, "tellement énorme, tellement malsain".

On y voit, sur fond constant d'un horizon grillagé, clôturé, des personnages évoluant dans un décor inanimé et mort. On nous parle de Jebara, ville encerclée, dont les barrières ne s'ouvrent que deux heures par jours; des checkpoints où tous les civils, palestiniens et israéliens sont fouillés, contrôlés par la police de Sharon. On y rencontre des Palestiniens assoiffés de libertés pour qui le mur, avançant sans cesse dans

leurs terres et détruisant leurs récoltes est une "expulsion déguisée pour que le monde continue de bénir Israël et de (les) traiter de terroristes". On découvre aussi cet Irakien, chef de chantier sur la construction, expliquant que ses hommes sont palestiniens, condamnés à construire leur propre prison ou à mourir de faim.

Vient alors une interview (profondément révoltante) du ministre israélien chargé du mur (ministre de l'intérieur), nous expliquant que ce "couvre-feu permanent" protège les Israéliens du terrorisme et du pillage de leur terre par la population palestinienne (sic!). Après quelques infos techniques, imbus de sa puissance et fier de son entreprise, il finira par dire que les territoires "rongés" par la clôture n'ont aucune importance puisqu'ils "considèrent les deux côtés comme les (leurs), ils sont les maîtres".



Si tout cela paraît désespérant, Simone Bitton nous montre pour finir le franchissement du mur par une famille, une touche d'espoir dans un horizon fermé.

Leslie, [Jussieu]



# La photo du mois



## Qui sommes-nous?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une **rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Abonnez-vous! Prenez contact!

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro..... ) 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en Espagne)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander:  
 ..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
 ..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
 ..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
 ..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

**Total: ..... euros**  
 Chèque à l'ordre de RCJ

Nom..... Prénom.....  
 Adresse .....  
 Code postal..... Ville.....  
 Téléphone..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.  
 mail: jcr@jcr-red.org — web: www.jcr-red.org



# Les violences envers les femmes

**T**ous les jours, partout dans le monde, des femmes sont abusées, humiliées, agressées, violées, battues, exploitées, tuées. La violence s'exprime le plus souvent dans la sphère dite privée. Au sein de la famille avec le viol incestueux, les mutilations génitales, l'infanticide, la préférence du fils, les mariages forcés. Au sein du mariage avec le viol conjugal, les coups, le contrôle psychologique, le proxénétisme, le crime d'honneur. La sphère publique est aussi le lieu d'expression de violences envers les femmes comme le harcèlement sexuel ou moral au travail, les agressions sexuelles, le viol collectif, le trafic sexuel, la pornographie, le proxénétisme organisé, l'esclavage, les stérilisations forcées. La réalité de la violence envers les femmes prend des formes et des degrés différents selon les sociétés. Mais aucune société n'est à l'abri de la violence envers les femmes car aucune société n'a réalisé l'égalité réelle entre les hommes et les femmes.

## Les causes des violences envers les femmes

Le patriarcat a institué un ordre de domination (social, économique, politique) du masculin sur le féminin. Ainsi les hommes tirent dans toutes les sociétés des bénéfices et des privilèges bien concrets de ce système de domination : par exemple, les travaux domestiques, l'éducation des enfants

sont effectués partout en quasi-totalité et gratuitement par les femmes. Afin d'imposer et de maintenir ce système d'exploitation et d'oppression, la violence ou la menace de la violence est utilisée comme outil de contrôle, comme punition pour avoir dérogé aux règles établies par le patriarcat (hiérarchisation, soumission, obéissance).

Le mode de production capitaliste coexiste avec la domination patriarcale qui lui était antérieure et l'utilise pour son plus grand profit. Au sud, les femmes sont majoritaires dans le travail informel, les zones franches, sans emploi salarié. Au nord, elles sont majoritaires dans le travail précaire, flexible, à temps partiel, ou au chômage. Au sud comme au nord, elles accomplissent encore la quasi-totalité des tâches domestiques gratuitement. Ces espaces de vulnérabilité maintenues ou développés par le capitalisme sont autant de zones sensibles à l'accroissement des violences ou à la difficulté renforcée d'en sortir. La mondialisation libérale a donné de plus au commerce sexuel une dimension industrielle et planétaire.

Les discriminations racistes fragilisent considérablement les femmes. Aujourd'hui en France, la loi islamophobe contre le voile à l'école mène au mauvais traitement voire à l'exclusion de jeunes filles

voilées. La lesbophobie est un facteur aggravant pour l'intégrité morale et physique des femmes. Ces différents modes d'oppression se conjuguent et se renforcent mutuellement. Les guerres sont un autre facteur renforçant les brutalités sexistes. La multiplication des guerres ces 15 dernières années serait la principale cause de l'augmentation de ces violences depuis 1990.

## Conséquences des violences

Les violences se répercutent en premier lieu sur la santé des femmes : hémorragies répétées, membres cassés, somatisations multiples, décès. Conséquences aussi psychologiques : perte de l'estime de soi, dépression, tentatives de suicide, phobies, cauchemars, crises d'angoisse, psychoses, peur des rapports sexuels, entrée dans la prostitution, etc. Conséquences matérielles : déménagement, perte d'emploi, abandon des études. La violence envers les femmes a principalement comme conséquences de maintenir les femmes dans un état de peur ou de vulnérabilité constante et de limiter leurs déplacements, leur participation sociale, leur autonomie. La violence remplit un rôle de contrôle social des femmes.

## Comment sortir de ces violences ?

Les femmes doivent d'abord compter sur leurs propres forces, et s'auto-organiser. Mais les mouvements sociaux dans leur ensemble, les associations anti-mondialisation néolibérales, les organisations syndicales et politiques de gauche doivent aussi participer à la lutte contre les violences sexistes. Les violences sont les dernières garantes de l'oppression des femmes et parallèlement nos sociétés inégalitaires, racistes, guerrières font le lit des violences. Lutter contre les inégalités, le racisme et la guerre c'est donc aussi lutter contre la légitimation des violences. D'autres rapports humains et sociaux, basés sur la confiance et le respect, sont possibles. À nous de nous battre pour qu'ils adviennent !

Céline, [Nanterre]

- À l'échelle de la planète, au moins 1/3 des femmes ont été battues, contraintes à des rapports sexuels ou maltraitées de quelque autre manière

- Une femme sur dix est violée dans sa vie

- On évalue à 4 000 000 par an, dans le monde entier, le nombre de femmes et de fillettes achetées et vendues à un mari, un proxénète ou un marchand d'esclaves.

- Les 2/3 des 300 000 000 d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation sont des filles et les 2/3 des 880 000 000 d'analphabètes sont des femmes.

- Au moins 60 000 000 de filles meurent chaque année du fait d'avortements, d'infanticides ou d'absence de soins en raison de leur sexe.

- 2 000 000 de fillettes âgées de 5 à 15 ans sont livrées chaque année à la prostitution.

- Aux États-Unis, une femme est battue toutes les 15 secondes par son partenaire.

- Aux États-Unis, 1/3 des femmes battues passent par de graves crises de dépression.

- Chaque année, selon l'UNICEF, au moins 10 000 fillettes et femmes de pays limitrophes pauvres entrent en Thaïlande où elles finissent travailleuses dans l'industrie du sexe.

- D'après la banque mondiale, dans les pays industrialisés, les agressions et violences sexuelles privent les femmes âgées de 15 à 44 ans d'une année de vie sur 5.

## Les 30 ans de la loi Veil

**L**a loi Veil en 1974 qui légalise l'avortement est l'aspect le plus visible des victoires des féministes. Votée par un parlement de droite il est surtout imposé par la rue, par ces milliers de femmes manifestant et revendiquant l'avortement, la contraception, la libération des mœurs... Preuve que construire un rapport de force dans la rue oblige le gouvernement à légiférer.

### La loi

En 1974, pour l'élection présidentielle tous les candidats se positionnent sur le sujet de l'avortement, Mitterrand comme Giscard, une fois élu ce dernier crée un « Secrétariat d'État à la Condition féminine » (redevu depuis « Secrétariat d'État à la famille » comme quoi les mots aussi ont un sens...) et s'empresse d'ouvrir de débat sur l'IVG.

C'est Simone Veil, Ministre de la Santé qui présente le texte à l'Assemblée, son but est avant tout de « contrôler l'avortement » plus que de le légaliser et autant que possible en dissuader la femme ». Une campagne extrêmement violente se dresse contre elle, conservateurs, catholiques, elle est menacée de mort.

La loi est adoptée à 284 pour et 189 contre (vote pour du PS et PC, sauf Emile Zuccarelli et des personnalités de droite telle que J.Chirac).

### Ses limites

La loi n'est votée que pour 5 ans, elle en exclut les étrangères et les mineures,

L'IVG n'est pas remboursée par la SECU, enfin le nombre d'avortements est limité par établissement

Il est un droit pas un devoir pour les médecins, rien ne les oblige à le pratiquer (ainsi de nombreuses régions comme le Nord et l'Est sont dépourvus.)

À ses problèmes d'accès pratiques, plus largement l'info n'est pas répandue largement, elle reste un dernier recours, les femmes doivent passer une batterie d'entretiens et montrer patte blanche.

### Et aujourd'hui

Acquis dans un contexte de luttes, et de rapport de forces favorable aux femmes, et accordé par un gouvernement à un moment donné, on peut toutefois imaginer qu'il soit remis en cause. C'est le cas avec la campagne internationale de retour aux valeurs traditionnelles et à un certain « ordre moral » (subventions de Bush.). Partout on constate un accès de plus en plus difficile (à Rouen par exemple il n'est pas pratiqué à plus de 10 semaines.)

Défendons le droit à l'avortement ! Pour les 30 ans de la Veil grande manif à Paris le 15 janvier, soyons y en masse parce que les anti eux ne se génèrent pas pour y défiler le 23.

Hélène, [Rouen]



**MANIFESTATION  
CONTRE LES VIOLENCES  
FAITES AUX FEMMES  
PARIS le  
27 NOVEMBRE**